

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 4325

[2010/206563]

**9 DECEMBRE 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon  
relatif à la certification dans le secteur du houblon**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (CE) n° 1850/2006 de la Commission du 14 décembre 2006 relatif aux modalités de certification du houblon et des produits du houblon;

Vu le Règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil du 22 octobre 2007 portant organisation commune des marchés dans le secteur agricole et dispositions spécifiques en ce qui concerne certains produits de ce secteur (règlement OCM unique);

Vu le Règlement (CE) n° 1295/2008 de la Commission du 18 décembre 2008 relatif à l'importation du houblon en provenance des pays tiers;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, modifié par la loi du 29 décembre 1990;

Vu le décret-programme du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matière de fiscalité régionale, de trésorerie et de dette, d'organisation des marchés de l'énergie, d'environnement, d'agriculture, de pouvoirs locaux et subordonnés, de patrimoine et de logement et de la Fonction publique, article 45, alinéa 1<sup>er</sup>;

Vu l'arrêté royal du 21 décembre 2001 relatif à la certification du houblon;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale du 17 juin 2010 approuvée en date du 5 juillet 2010;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 juin 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1<sup>er</sup> juillet 2010;

Vu l'avis du Conseil du Fonds budgétaire de la qualité des produits animaux et végétaux, donné le 2 juillet 2010;

Vu l'avis 48.667/2/V du Conseil d'Etat, donné le 8 septembre 2010, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> autorité compétente : la Direction de la Qualité du Département du Développement de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;

2<sup>o</sup> houblon : les produits énumérés dans la partie VI de l'annexe I<sup>re</sup> du Règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil du 22 octobre 2007 portant organisation commune des marchés dans le secteur agricole et dispositions spécifiques en ce qui concerne certains produits de ce secteur (règlement OCM unique) et définis dans la partie III de l'annexe III de ce même Règlement (CE);

3<sup>o</sup> produits du houblon : les produits préparés à partir de houblon qui a été récolté dans la Communauté ou importé de pays tiers, conformément aux dispositions du Règlement (CE) n° 1295/2008 de la Commission du 18 décembre 2008 relatif à l'importation du houblon en provenance des pays tiers;

4<sup>o</sup> responsable : le propriétaire, le locataire, l'occupant, personne de droit public ou de droit privé, qui, en quelque qualité que ce soit, exerce un droit portant sur des terres de culture, des terrains vagues, des bois et forêts, ou tout autre terrain en ce compris les terrains industriels, bâtiments, entrepôts et moyens de transport;

5<sup>o</sup> demandeur : le producteur de houblon ou l'exploitant de l'entrepôt de certification ou de la halle de certification dépendant du lieu où la certification est mise en œuvre;

6<sup>o</sup> Règlement (CE) n° 1850/2006 : le Règlement (CE) n° 1850/2006 de la Commission du 14 décembre 2006 relatif aux modalités de certification du houblon et des produits du houblon;

7<sup>o</sup> Fonds : le Fonds budgétaire de la qualité des produits animaux et végétaux, visé aux articles 43 à 48 du décret-programme du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matière de fiscalité régionale, de trésorerie et de dette, d'organisation des marchés de l'énergie, d'environnement, d'agriculture, de pouvoirs locaux et subordonnés, de patrimoine et de logement et de la Fonction publique.

**Art. 2.** A partir de la récolte 2010, l'autorité compétente est chargée de la certification du houblon et des produits du houblon en exécution de l'article 117 du Règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil du 22 octobre 2007 portant organisation commune des marchés dans le secteur agricole et dispositions spécifiques en ce qui concerne certains produits de ce secteur (règlement OCM unique) et du contrôle de l'équivalence des attestations accompagnant le houblon et les produits élaborés à partir de houblon importés des pays tiers, conformément à l'article 3 du Règlement (CE) n° 1295/2008 de la Commission du 18 décembre 2008 relatif à l'importation du houblon en provenance des pays tiers.

**Art. 3.** Pour être agréé, un entrepôt de certification ou une halle de certification doit disposer, en complément des dispositions de l'article 22 du Règlement (CE) n° 1850/2006, d'équipements adéquats pour échantillonner, évaluer et presser des lots de houblon.

On entend par équipements adéquats :

a) une bascule étalonnée pour la pesée des balles;

b) une installation permettant de presser les balles;

c) un doseur d'humidité conforme aux exigences de l'annexe II. B.2. du Règlement (CE) n° 1850/2006.

Un entrepôt de certification ou une halle de certification qui évalue lui-même les échantillons doit disposer d'équipements adéquats à cette fin. Il s'agit d'une balance d'une précision d'au moins 0,1 g et de tamis dont les mailles mesurent 10 mm, 3 mm et 0,8 mm.

L'autorité compétente délivre un agrément aux entrepôts de certification ou aux halles de certification en vertu de l'article 22 du Règlement (CE) n° 1850/2006.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Si le pressage se fait dans l'entrepôt de certification ou la halle de certification, l'exploitant tient un registre de tous les lots, certifiés comme non certifiés, qui sont pressés et des résultats des analyses quant aux exigences minimales, autres que la teneur en humidité, de l'annexe I<sup>re</sup> du Règlement (CE) n° 1850/2006.

Une bascule étalonnée est utilisée pour la pesée des balles.

§ 2. Si le pressage se fait chez le producteur de houblon, celui-ci tient un registre de tous les lots, certifiés comme non certifiés, qui sont pressés et des résultats des analyses quant aux exigences minimales, autres que la teneur en humidité, de l'annexe I<sup>re</sup> du Règlement (CE) n° 1850/2006.

Une bascule étalonnée est utilisée pour la pesée des balles.

**Art. 5.** En vue de la mise en œuvre de la certification, le demandeur avertit l'autorité compétente au moins 48 heures avant le moment où la certification aura lieu. L'autorité compétente se rend sur place et contrôle si les conditions du Règlement n° 1850/2006 sont respectées. Elle informe le demandeur de l'acceptation ou du refus du lot.

**Art. 6.** Si le lot répond aux critères de certification, l'autorité compétente remet un certificat, conformément aux dispositions de l'article 16 du Règlement (CE) n° 1850/2006, au demandeur.

**Art. 7.** Si un lot est refusé par l'autorité compétente, le demandeur dispose de sept jours pour introduire une réclamation auprès de l'inspecteur général de l'autorité compétente. Après réception d'une réclamation, celui-ci procède à un complément d'enquête. Cette enquête se fait au frais du requérant, à moins qu'elle n'ait pour effet de modifier le résultat du contrôle à son avantage.

**Art. 8.** Dans un rayon de cinq kilomètres autour de chaque houblonnière ou champ de multiplication de houblon, tout responsable qui constate la présence de houblon sauvage est tenu de détruire cette plante avant le 1<sup>er</sup> juin de chaque année.

**Art. 9.** Le producteur de houblon doit détruire chaque année, avant le 1<sup>er</sup> juillet, les pieds mâles de houblon présents dans sa houblonnière.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. La certification est soumise au paiement d'une rétribution au Fonds afin de couvrir les frais de contrôle sur place des conditions du Règlement (CE) n° 1850/2006. Cette rétribution, à charge du demandeur, est fixée à 25 euros par prestation d'une demi-journée (4 heures ou moins) et 37 euros par prestation d'une journée (entre 4 et 8 heures).

§ 2. Le montant de la rétribution fixé au § 1<sup>er</sup> est majoré par saut d'index de 5 % au 1<sup>er</sup> juillet de l'année qui suit l'année au cours de laquelle l'indice des prix à la consommation augmente d'un multiple de 5 % par rapport à l'indice de base. L'indice de base est l'indice des prix à la consommation de juillet 2009.

§ 3. Les montants facturés en application du présent article sont dus dans les trente jours de l'envoi par courrier ordinaire de la note de débit, sauf si un autre délai est mentionné sur la note de débit. Si la note de débit n'est pas acquittée à la date d'échéance, un premier rappel est adressé par courrier ordinaire. En cas de non-paiement du montant dû dans les trente jours du premier rappel, un deuxième rappel avec mise en demeure est adressé par recommandé ou par tout autre moyen conférant preuve de l'envoi. L'envoi d'un deuxième rappel entraîne automatiquement une majoration de 50 euros du montant initialement dû pour couvrir les frais de gestion administrative.

**Art. 11.** Les infractions aux dispositions du présent arrêté ainsi qu'au Règlement (CE) n° 1850/2006 sont recherchées, constatées et punies conformément à la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime. Sont également d'application, les dispositions de l'arrêté royal du 15 mai 2001 relatif aux amendes administratives, visées par l'article 8 de ladite loi. Pour l'application de cet arrêté, le fonctionnaire compétent désigné est le directeur général de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement et, s'il est empêché, le fonctionnaire qui le remplace.

**Art. 12.** L'arrêté royal du 21 décembre 2001 relatif à la certification dans le secteur du houblon, modifié par l'arrêté royal du 16 janvier 2006, est abrogé.

**Art. 13.** Les entrepôts de certification ou les halles de certification qui sont agréés sur base de l'arrêté royal du 21 décembre 2001 relatif à la certification dans le secteur du houblon, modifié par l'arrêté royal du 16 janvier 2006, conservent cet agrément pour la durée restante de validité.

**Art. 14.** Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 décembre 2010.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

B. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2010 — 4325

[2010/206563]

#### 9. DEZEMBER 2010 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Zertifizierung von Hopfen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1850/2006 der Kommission vom 14. Dezember 2006 mit Durchführungsbestimmungen für die Zertifizierung von Hopfen und Hopfenerzeugnissen;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1234/2007 des Rates vom 22. Oktober 2007 über eine gemeinsame Organisation der Agrarmärkte und mit Sondervorschriften für bestimmte landwirtschaftliche Erzeugnisse (Verordnung über die einheitliche GMO);

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1295/2008 der Kommission vom 18. Dezember 2008 über die Einfuhr von Hopfen aus Drittländern;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, insbesondere des Artikels 3, § 1, 1<sup>o</sup>, abgeändert durch das Gesetz vom 29. Dezember 1990;

Aufgrund des Programmdekrets vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen regionaler Steuern, Finanzen und Schuld, Organisation der Energiemärkte, Umwelt, Landwirtschaft, lokale- und untergeordnete Behörden, Erbe und Wohnungswesen und des öffentlichen Dienstes, insbesondere des Artikels 45, Absatz 1;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 21. Dezember 2001 über die Zertifizierung für Hopfen;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 17. Juni 2010, genehmigt am 5. Juli 2010;

Aufgrund des am 11. Juni 2010 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 1. Juli 2010 abgegebenen Gutachtens des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 2. Juli 2010 abgegebenen Gutachtens des Rates des Haushaltsfonds für die Qualität der tierischen und pflanzlichen Erzeugnisse;

Aufgrund des am 8. September 2010 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 48.667/2/V;

Auf Vorschlag des Ministers für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Zuständige Behörde: die Direktion der Qualität der Abteilung Entwicklung der operativen Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

2° Hopfen: die in Teil VI des Anhangs I der Verordnung (EG) Nr. 1234/2007 des Rates vom 22. Oktober 2007 über eine gemeinsame Organisation der Agrarmärkte und mit Sondervorschriften für bestimmte landwirtschaftliche Erzeugnisse (Verordnung über die einheitliche GMO) angeführten und in Teil III des Anhangs III der genannten Verordnung (EG) definierten Erzeugnisse;

3° Hopfenerzeugnisse: die Erzeugnisse, die aus Hopfen hergestellt werden, welcher in der Gemeinschaft geerntet oder aus Drittländern eingeführt wurde gemäß den Bestimmungen der Verordnung (EG) Nr. 1295/2008 der Kommission vom 18. Dezember 2008 über die Einfuhr von Hopfen aus Drittländern;

4° Verantwortlicher: der Eigentümer, der Pächter oder der Nutzer als Person öffentlichen oder privaten Rechts, der in gleich welcher Eigenschaft ein Recht ausübt auf Ackerflächen, Ödland, Wälder und Forsten, oder sonstigen Grundstücken, einschließlich der industriellen Grundstücke, Gebäude, Lagerhallen und Transportmittel;

5° Antragsteller: der Hopfenerzeuger oder der Betreiber des Zertifizierungslagers oder der Zertifizierungshalle, abhängig von dem Ort, an dem die Zertifizierung durchgeführt wird;

6° Verordnung (EG) Nr. 1850/2006: die Verordnung (EG) Nr. 1850/2006 der Kommission vom 14. Dezember 2006 mit Durchführungsbestimmungen für die Zertifizierung von Hopfen und Hopfenerzeugnissen;

7° Fonds: der Haushaltsfonds für die Qualität der tierischen und pflanzlichen Erzeugnisse, erwähnt in den Artikeln 43 bis 48 des Programmdekrets vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen regionaler Steuern, Finanzen und Schuld, Organisation der Energiemärkte, Umwelt, Landwirtschaft, lokale- und untergeordnete Behörden, Erbe und Wohnungswesen und des öffentlichen Dienstes.

**Art. 2** - Ab der Ernte 2010 wird die zuständige Behörde mit der Zertifizierung von Hopfen und Hopfenerzeugnissen beauftragt in Ausführung von Artikel 117 der Verordnung (EG) 1234/2007 des Rates vom 22. Oktober 2007 über eine gemeinsame Organisation der Agrarmärkte und mit Sondervorschriften für bestimmte landwirtschaftliche Erzeugnisse (Verordnung über die einheitliche GMO) sowie mit der Kontrolle der Äquivalenz der Bescheinigungen für aus Drittländern eingeführten Hopfen und daraus hergestellte Erzeugnisse gemäß Artikel 3 der Verordnung (EG) Nr. 1295/2008 der Kommission vom 18. Dezember 2008 über die Einfuhr von Hopfen aus Drittländern.

**Art. 3** - Um zugelassen zu werden, muss ein Zertifizierungslager oder eine Zertifizierungshalle über die Bestimmungen von Artikel 22 der Verordnung (EG) Nr. 1850/2006 hinaus über geeignete Gerätschaften verfügen, um den Hopfenpartien Proben zu entnehmen, sie zu beurteilen und zu pressen.

Als geeignete Gerätschaften gelten:

a) eine geeichte Waage, um die Hopfenballen zu wiegen;

b) eine Vorrichtung zum Pressen der Ballen;

c) ein Gerät zur Bestimmung des Feuchtigkeitsgehalts, das den Anforderungen von Anhang II. B.2. der Verordnung (EG) Nr. 1850/2006 entspricht.

Ein Zertifizierungslager oder eine Zertifizierungshalle, die selbst die Beurteilung der Proben durchführen, müssen über die dazu geeigneten Ausrüstungsgegenstände verfügen. Hierbei handelt es sich um eine Waage mit einer Genauigkeit von wenigstens 0,1 g und um Siebe mit einer Maschenweite von 10 mm, 3 mm et 0,8 mm.

Die zuständige Behörde stellt den Zertifizierungslagern oder Zertifizierungshallen gemäß Artikel 22 der Verordnung (EG) Nr. 1850/2006 eine Zulassung aus.

**Art. 4** - § 1<sup>er</sup>. Wird das Pressen in einem Zertifizierungslager oder einer Zertifizierungshalle durchgeführt, so führt der Betreiber ein Register, das alle sowohl zertifizierten als auch nicht zertifizierten Parteien erwähnt, die gepresst werden, sowie die Ergebnisse der Analysen hinsichtlich der Mindestanforderungen, mit Ausnahme des Feuchtigkeitsgehalts, der Anlage I der Verordnung (EG) Nr. 1850/2006.

Eine geeichte Waage wird benutzt, um die Hopfenballen zu wiegen.

§ 2. Wird das Pressen bei dem Hopfenerzeuger durchgeführt, so führt dieser Erzeuger ein Register, das alle sowohl zertifizierten als auch nicht zertifizierten Parteien erwähnt, die gepresst werden, sowie die Ergebnisse der Analysen hinsichtlich der Mindestanforderungen, mit Ausnahme des Feuchtigkeitsgehalts, der Anlage I der Verordnung (EG) Nr. 1850/2006.

Eine geeichte Waage wird benutzt, um die Hopfenballen zu wiegen.

**Art. 5** - Damit die Zertifizierung stattfinden kann, benachrichtigt der Antragsteller die zuständige Behörde wenigstens 48 Stunden vor dem Zeitpunkt, an dem die Zertifizierung stattfinden wird. Die zuständige Behörde begibt sich vor Ort und prüft, ob die Anforderungen der Verordnung Nr. 1850/2006 beachtet werden. Sie teilt dem Antragsteller mit, ob die Partie angenommen oder verweigert wird.

**Art. 6** - Erfüllt die Partie die Kriterien für die Zertifizierung, so übergibt die zuständige Behörde dem Antragsteller eine Bescheinigung nach den Bestimmungen von Artikel 16 der Verordnung Nr. 1850/2006.

**Art. 7** - Wird eine Partie von der zuständigen Behörde abgewiesen, so verfügt der Antragsteller über eine Frist von sieben Tagen, um bei dem Generalinspektor der zuständigen Behörde eine Beschwerde einzureichen. Nach Eingang der Beschwerde ordnet der Generalinspektor zusätzliche Untersuchungen an. Die Kosten für diese Untersuchungen trägt der Beschwerdeführer, es sei denn, das Ergebnis der Untersuchungen fällt zu seinen Gunsten aus.

**Art. 8** - In einem Umkreis von fünf Kilometern einer Hopfenpflanzung oder einer Vermehrungsfläche für Hopfen ist jeder Verantwortliche, der Wildhopfen findet, verpflichtet, diesen vor dem 1. Juni eines jeden Jahres zu vernichten.

**Art. 9** - Der Hopfenerzeuger muss vor dem 1. Juli eines jeden Jahres die männlichen Hopfenpflanzen, die in seiner Hopfenpflanzung vorkommen, vernichten.

**Art. 10** - § 1. Die Zertifizierung setzt die Zahlung einer Gebühr an den Fonds voraus, um die Kosten der vor Ort durchgeführten Kontrollen der Beachtung der Bedingungen von Verordnung (EG) Nr. 1850/2006 zu decken. Diese zu Lasten des Antragstellers erhobene Gebühr beläuft sich auf 25 Euro pro Leistung eines halben Tages (4 Stunden oder weniger), bzw. auf 37 Euro pro Leistung eines Tages (zwischen 4 und 8 Stunden).

§ 2. Die Beträge der in Absatz 1 bestimmten Gebühren werden im Rahmen eines Indexsprungs um 5% erhöht und zwar am 1. Juli des Jahres nach dem Jahr, im Laufe dessen der Verbraucherpreisindex um ein Mehrfaches von 5% im Vergleich zu dem Basisindex angestiegen ist. Der Basisindex ist der Verbraucherpreisindex des Monats Juli 2009.

§ 3. Die in Anwendung des vorliegenden Artikels berechneten Beträge sind zahlbar innerhalb von dreißig Tagen nach Aufgabe der Zahlungsaufforderung mit einfacher Post, es sei denn, auf dieser Aufforderung wird eine andere Frist vermerkt. Falls der Zahlungsaufforderung an dem äußersten Datum nicht nachgekommen wurde, wird mit einfacher Post eine erste Mahnung zugestellt. Ist der zu zahlende Betrag innerhalb von dreißig Tagen nach der ersten Mahnung noch nicht beglichen worden, so wird eine zweite Mahnung mit Inverzugsetzung per Einschreiben oder auf jedem sonstigen Wege, durch den die Aufgabe belegt wird, zugestellt. Die Aufgabe der zweiten Mahnung führt automatisch zu einer Erhöhung des ursprünglichen geschuldeten Betrags um 50 Euro, die zur Deckung der Verwaltungskosten dienen.

**Art. 11** - Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses sowie gegen die Bestimmungen der Verordnung (EG) Nr. 1850/2006 werden ermittelt, festgestellt und geahndet gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei. Ebenfalls anwendbar sind die in Artikel 8 des genannten Gesetzes angeführten Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 15. Mai 2001 über die Verwaltungsstrafen. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses handelt es sich bei dem bezeichneten zuständigen Beamten um den Generaldirektor der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder bei Verhinderung um seinen Stellvertreter.

**Art. 12** - Der Königliche Erlass vom 21. Dezember 2001 über die Zertifizierung für Hopfen, abgeändert durch den Königliche Erlass vom 16. Januar 2006, wird aufgehoben.

**Art. 13** - Die Zertifizierungslagern oder Zertifizierungshallen, die auf der Grundlage des Königlichen Erlasses vom 21. Dezember 2001 über die Zertifizierung für Hopfen, abgeändert durch den Königliche Erlass vom 16. Januar 2006, zugelassen worden sind, behalten diese Zulassung für die gesamte verbleibende Gültigkeitsdauer.

**Art. 14** - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 9. Dezember 2010

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe  
B. LUTGEN

—————  
VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 4325

[2010/206563]

#### 9 DECEMBER 2010. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de certificering in de sector hop

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EG) nr. 1850/2006 van de Commissie van 14 december 2006 betreffende de wijze van certificering van hop en hopproducten;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1234/2007 van de Raad van 22 oktober 2007 houdende een gemeenschappelijke ordening van de landbouwmarkten en specifieke bepalingen voor een aantal landbouwproducten (Integrale-GMO-verordening);

Gelet op Verordening (EG) nr. 1295/2008 van de Commissie van 18 december 2008 betreffende de invoer van hop uit derde landen;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, § 1, 1<sup>o</sup>, gewijzigd bij de wet van 29 december 1990;

Gelet op het programmadecreet van 18 december 2003 houdende verschillende maatregelen inzake gewestelijke fiscaliteit, thesaurie en schuld, organisatie van de energiemarkten, leefmilieu, landbouw, plaatselijke en ondergeschikte besturen, erfgoed, huisvesting en ambtenarenzaken, inzonderheid op artikel 45, eerste lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 december 2001 betreffende de certificering in de sector hop;

Gelet op het overleg tussen de Gewestelijke Regeringen en de federale overheid van 17 juni 2010, en goedgekeurd op 5 juli 2010;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 juni 2010;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 1 juli 2010;

Gelet op het advies van het "Fonds budgétaire de la qualité des produits animaux et végétaux" (Begrotingsfonds voor de kwaliteit van dierlijke en plantaardige producten), gegeven op 2 juli 2010;

Gelet op het advies 48.667/2/V van de Raad van State, gegeven op 8 september 2010, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1273;

Op de voordracht van de Minister van Openbare werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> bevoegde overheid : de Directie Kwaliteit van het Departement Ontwikkeling van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;

2<sup>o</sup> hop : de producten bedoeld in deel VI van bijlage I bij Verordening (EG) nr. 1234/2007 van de Raad van 22 oktober 2007 houdende een gemeenschappelijke ordening van de landbouwmarkten en specifieke bepalingen voor een aantal landbouwproducten (Integrale-GMO-verordening) en bepaald in deel III van bijlage III van deze Verordening;

3° hopproducten : producten bereid op basis van hop die in de Gemeenschap wordt verzameld of die uit derde landen wordt ingevoerd, overeenkomstig de bepalingen van Verordening (EG) nr. 1295/2008 van de Commissie van 18 december 2008 betreffende de invoer van hop uit derde landen;

4° verantwoordelijke : de eigenaar, de huurder, de gebruiker, publiek of privaatrechtelijke persoon, die, in welke hoedanigheid ook, een recht uitoefent op cultuurgronden, braakliggende gronden, bossen of wouden, of elk ander terrein daarin begrepen de gronden van nijverheidsinstellingen, gebouwen, opslagplaatsen en vervoermiddelen;

5° de aanvrager : de hopproducent of de uitbater van het certificeringspakhuis of van de certificeringshal die afhangen van de plaats waar de certificering wordt uitgevoerd;

6° Verordening (EG) nr. 1850/2006 : Verordening (EG) nr. 6° van de Commissie van 14 december 2006 betreffende de wijze van certificering van hop en hopproducten;

7° Fonds : het "Fonds budgétaire de la qualité des produits animaux et végétaux" bedoeld in de artikelen 43 tot 48 van het programmadecreet van 18 december 2003 houdende verschillende maatregelen inzake gewestelijke fiscaliteit, thesaurie en schuld, organisatie van de energiemarkten, leefmilieu, landbouw, plaatselijke en ondergeschikte besturen, erfgoed, huisvesting en ambtenarenzaken.

**Art. 2.** Vanaf de oogst 2010 wordt de bevoegde overheid belast met de certificering van hop en hopproducten in uitvoering van artikel 117 van Verordening (EG) nr. 1234/2007 van de Raad van 22 oktober 2007 houdende een gemeenschappelijke ordening van de landbouwmarkten en specifieke bepalingen voor een aantal landbouwproducten (Integrale-GMO-verordening) en met de controle van de gelijkwaardigheid van de verklaringen waarvan hop en uit hop vervaardigde producten die worden ingevoerd uit derde landen vergezeld gaan, overeenkomstig artikel 3 van Verordening (EG) nr. 1295/2008 van de Commissie van 18 december 2008 betreffende de invoer van hop uit derde landen.

**Art. 3.** Om erkend te worden, moet een certificeringspakhuis of een certificeringshal, ter aanvulling van de bepalingen van artikel 22 van Verordening (EG) nr. 1850/2006, beschikken over aangepaste uitrusting om partijen hop te bemonsteren, te ramen en uit te persen.

Onder aangepaste uitrusting wordt verstaan :

- a) een geijkt weegtoestel voor het afwegen van de balen;
- b) een inrichting om balen te persen;
- c) een vochtigheidsmeter die voldoet aan de eisen van bijlage II. B.2. van Verordening (EG) nr. 1850/2006.

Een certificeringspakhuis of een certificeringshal die zelf de monsters raamt, moet beschikken over daartoe aangepaste uitrusting. Namelijk een weegschaal met een aanwijsnauwkeurigheid van minstens 0,1 g en maaszeven met mazen van 10 mm, 3 mm en 0,8 mm.

Krachtens artikel 22 van Verordening (EG) nr. 1850/2006 levert de bevoegde overheid een erkenning af aan de certificeringspakhuisen of certificeringshallen.

**Art. 4. § 1.** Indien het uitpersen binnen het certificeringspakhuis of de certificeringshal gebeurt, houdt de uitbater een register van alle partijen, gecertificeerd als niet-gecertificeerd, die worden uitgerast en van de resultaten van de analyses betreffende andere minimale eisen dan het vochtgehalte, van bijlage I van Verordening (EG) nr. 1850/2006.

Een geijkt weegtoestel wordt gebruikt voor het afwegen van de balen.

**§ 2.** Indien het uitpersen bij de hopproducent gebeurt, houdt hij een register van alle partijen, zowel gecertificeerd als niet-gecertificeerd, die worden uitgerast en van de resultaten van de analyses betreffende andere minimale eisen dan het vochtgehalte, van bijlage I van Verordening (EG) nr. 1850/2006.

Een geijkt weegtoestel wordt gebruikt voor het afwegen van de balen.

**Art. 5.** Met het oog op de uitvoering van de certificering, brengt de aanvrager de bevoegde overheid minstens 48 uur vóór de certificering ervan op de hoogte. De bevoegde overheid begeeft zich ter plaatse en controleert het naleven van de voorwaarden van Verordening nr. 1850/2006. Ze brengt de aanvrager op de hoogte van de goedkeuring of de afkeuring van de partij.

**Art. 6.** Indien de partij aan de certificeringscriteria beantwoordt, dan overhandigt de bevoegde overheid een certificaat aan de aanvrager, overeenkomstig de bepalingen van artikel 16 van Verordening (EG) nr. 1850/2006.

**Art. 7.** Indien een partij door de bevoegde overheid wordt afgekeurd, dan beschikt de aanvrager over zeven dagen om bij de Inspecteur-generaal van de bevoegde overheid een bezwaarschrift in te dienen. Na ontvangst van een bezwaarschrift, voert laatstgenoemde een bijkomend onderzoek uit. Dit onderzoek gebeurt op kosten van de aanvrager, tenzij de einduitkomst van de certificering door dit onderzoek in zijn voordeel wordt veranderd.

**Art. 8.** Binnen een straal van vijf kilometer rond elk hopveld of hopvermeerderingsveld moet ieder verantwoordelijke die de aanwezigheid van wilde hop vaststelt, deze plant vóór 1 juni van elk jaar verdelgen.

**Art. 9.** De hopproducent moet elk jaar vóór 1 juli de mannelijke hopplanten in zijn hopvelden verdelgen.

**Art. 10. § 1.** De certificering wordt onderworpen aan de betaling van een vergoeding aan het Fonds ter dekking van de kosten in verband met de controle ter plaatse van de voorwaarden van Verordening (EG) nr. 1850/2006. Deze vergoeding, ten laste van de aanvrager, bedraagt 25 euro per halve dag prestatie (4 uur of minder) en 37 euro per dagprestatie (tussen 4 en 8 uur).

**§ 2.** Het in § 1 bepaald bedrag van de vergoeding wordt verhoogd per indexsprong van 5 % op 1 juli van het jaar dat volgt op het jaar in de loop waarvan het indexcijfer van de consumptieprijzen toeneemt met een veelvoud van 5 t.o.v. de basisindex. De basisindex is het indexcijfer van de consumptieprijzen in juli 2009.

**§ 3.** De overeenkomstig dit artikel gefactureerde bedragen zijn verschuldigd binnen dertig dagen na verzending van de factuur per gewone post, behalve als een andere termijn op de factuur vermeld wordt. Als de factuur niet betaald is op de vervaldatum, wordt een eerste herinneringsbrief per gewone post toegestuurd. Als het bedrag niet betaald is binnen dertig dagen na de eerste herinnering, wordt een tweede herinneringsbrief met aanmaning toegestuurd bij aangetekend schrijven of door elk ander middel dat de verzending bevestigt. De verzending van een tweede herinneringsbrief heeft automatisch een verhoging van 50 euro van het aanvankelijk verschuldigde bedrag tot gevolg om de administratieve beheerskosten te dekken.

**Art. 11.** De overtredingen van de bepalingen van dit besluit alsook van Verordening (EG) nr. 1850/2006 worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten. De bepalingen van het koninklijk besluit van 15 mei 2001 betreffende de administratieve geldboeten, bedoeld bij artikel 8 van genoemde wet, zijn ook van toepassing. Voor de toepassing van dit besluit is de aangewezen bevoegde ambtenaar de directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu en, bij verhindering, zijn plaatsvervanger.

**Art. 12.** Het koninklijk besluit van 21 december 2001 betreffende de certificering in de sector hop, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 januari 2006, wordt opgeheven.

**Art. 13.** De op basis van het koninklijk besluit van 21 december 2001 betreffende de certificering in de sector hop, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 januari 2006, erkende certificeringspakhuizen of certificeringshallen, blijven hun erkenning gedurende de overblijvende geldigheidsduur ervan behouden.

**Art. 14.** De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 december 2010.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
B. LUTGEN

---

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

F. 2010 — 4326

[2010/206547]

**3 DECEMBRE 2010. — Arrêté ministériel renouvelant l'agrément d'organismes d'éducation à la nature et aux forêts**

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, notamment l'article 31*bis*, inséré par le décret du 28 juin 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2002 relatif à l'agrément des organismes d'éducation à la nature et aux forêts et à l'octroi de subventions pour leurs activités de formation et de sensibilisation au patrimoine naturel wallon;

Vu la demande des ASBL, considérant qu'elles réunissent les conditions visées aux articles 3 et 4 de l'arrêté précité;

Vu l'avis favorable de la Commission d'agrément remis le 16 novembre 2010,

Arrête :

**Article unique.** L'agrément en tant qu'organisme d'éducation à la nature et aux forêts est accordé aux ASBL citées ci-dessous :

N° agrément	Nom des ASBL	Adresse du siège social	CP	Localité
10/A001	Association pour la Découverte de la Nature	rue de la Tannerie 9,	6880	Bertrix
10/A002	Les Castors CJJM	rue du Faubourg 16-18,	6250	Aiseau-Presles

L'agrément est octroyé pour une période de trois ans à dater du 31 décembre 2010.  
Namur, le 3 décembre 2010.

B. LUTGEN

---

ÜBERSETZUNG

**ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE**

D. 2010 — 4326

[2010/206547]

**3. DEZEMBER 2010 — Ministerialerlass zur Erneuerung der Zulassung von Einrichtungen für die Natur- und Forsterziehung**

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe,

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, insbesondere des Artikels 31*bis*, eingefügt durch das Dekret vom 28. Juni 2001;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Februar 2002 über die Zulassung der Einrichtungen für die Natur- und Forsterziehung und die Gewährung von Zuschüssen für ihre Aktivitäten im Bereich der Ausbildung und der Sensibilisierung für das wallonische Naturerbe;

Aufgrund des Antrags der Vereinigungen ohne Gewinnerzielungszweck, die der Ansicht sind, dass sie die Bedingungen nach Artikel 3 und 4 des vorgenannten Erlasses erfüllen;